



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 05 JUIL. 2024

prescrivant à la société ARLANXEO EMULSION RUBBER FRANCE SAS à La Wantzenau, en urgence,
des prescriptions de sécurité concernant ses réservoirs « Eau Acrylonitrile »
et les équipements attachés

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 512-20 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022, pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques de la société ARLANXEO Emulsion Rubber FRANCE à La Wantzenau ;
- VU la notice du 10 septembre 2020 de réexamen quinquennal de l'étude de dangers ;
- CONSIDÉRANT que le 4 juillet 2024, une surpression survenue lors du nettoyage du réservoir « eau -acrylonitrile D1450 C (140 m³), a entraîné la satellisation du couvercle métallique de ce réservoir, de plusieurs mètres de diamètre, couvercle qui a été projeté hors des limites clôturées de l'établissement dans une zone naturelle heureusement peu fréquentée ;
- CONSIDÉRANT qu'il a été constaté sur place que l'évènement a eu des conséquences visibles sur l'un au moins des réservoirs voisins, dont un piquage d'extraction d'azote en toiture était déformé ;
- CONSIDÉRANT que les chemins de câbles et leurs structure porteuse ont été endommagés ;
- CONSIDÉRANT que la surpression a également pu avoir d'autres effets non-visibles et qu'il convient de ne pas remettre en service les installations résiduelles de l'ensemble « eau-acrylonitrile » avant inspection et réparation ;
- CONSIDÉRANT que l'article L 512-20 du code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires, soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;
- CONSIDÉRANT qu'au nombre des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement figure la sécurité publique ;
- CONSIDÉRANT que la mise en œuvre des dispositions de sécurité prescrites au présent arrêté ne doit pas être retardée et qu'en conséquence, il n'est pas opportun de consulter le CODERST du fait du délai de procédure que cela suppose ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1^{er}:

La société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS se conforme aux dispositions suivantes pour l'exploitation de ses quatre réservoirs « eau - acrylonitrile » identifiés D1450 A, B, C et D localisés dans l'usine de La Wantzenau, ZI du Ried.

Suite à l'évènement du 4 juillet 2024 ayant entraîné la ruine du réservoir D1450 C, les 3 réservoirs restants D1450 A, B et D sont déconnectés de la boucle de production.

Ces réservoirs et les équipements attachés font l'objet d'inspections approfondies dont l'objet est de s'assurer de leur état et des éventuelles réparations à effectuer avant remise en service de l'ensemble.

Ils ne sont pas remis en service tant que toutes les inspections n'auront pas été menées et les réparations nécessaires effectuées. Leur remise en service est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Les résultats des inspections réalisées et les pièces attestant de la réalisation des éventuelles réparations sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2 : rapport d'accident

Un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Article 3 : mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 : voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67 070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARLANXEO EMULSION RUBBER FRANCE SAS, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de La Wantzenau.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

